

Collège Frontière

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que la littératie soit intégrée, à titre de priorité pour tous les âges, dans les politiques fédérales et les programmes administrés à l'échelon fédéral, et pas seulement ceux de Ressources humaines et Développement des compétences Canada. Les programmes communautaires et bénévoles constituent un moyen direct et peu coûteux d'inculquer à un plus grand nombre de citoyens les compétences de base nécessaires pour devenir des membres à part entière d'une saine économie canadienne. Une économie forte et durable doit s'appuyer sur une population engagée, saine et productive. Nous savons que l'éducation est le facteur le plus important pour permettre à chaque citoyen de réaliser son potentiel et de contribuer à la société. On estime que chaque étudiant qui décroche à l'école secondaire coûte aux Canadiens plus de 10 000 \$ par an en manque à gagner sur les recettes fiscales et en dépenses accrues des services sociaux, du système de santé et de la justice pénale. Les économies globales qu'il serait possible de réaliser dans une année par suite d'une augmentation d'un seul point de pourcentage du taux d'achèvement des études secondaires dépasseraient les 7,7 milliards de dollars, sur la base des chiffres de 2008. Nous savons en outre que l'apprentissage précoce de la lecture et de l'écriture constitue le meilleur facteur permettant de prédire qu'on ira jusqu'au bout des études secondaires. Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation mentionne, dans son rapport de 2009 intitulé *Facteurs clés de réussite en littératie parmi les populations d'âge scolaire*, que « les enfants qui ne savent pas bien lire à la fin de la 3^e année risquent de décrocher ou d'échouer en fin d'études, ce qui tend à mener au chômage chronique, ou à des emplois à faible revenu à l'âge adulte, ainsi qu'à des difficultés connexes ». Le gouvernement pourrait réaliser d'importantes économies et renforcer la population active en consacrant des fonds à des programmes précoces de littératie qui peuvent aider des étudiants en difficulté à s'en tirer avant d'être profondément atteints par les problèmes liés au manque de littératie (pauvreté, mauvaise santé et possibilité accrue de participation à des activités criminelles). Les programmes destinés à enseigner aux adultes la littératie et les compétences de base sont également importants pour leur permettre de trouver un emploi ou d'accéder à un travail mieux rémunéré. Les interventions en littératie auprès des jeunes et des adultes des collectivités à besoins élevés améliorent les perspectives des intéressés et contribuent aussi à la création d'une culture durable de littératie.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Le Canada peut favoriser la croissance économique et la création d'emplois et offrir des occasions intéressantes aux jeunes à risque en finançant des mentorats de littératie et de compétences de base dans les collectivités à besoins élevés. L'une des mesures précises que le gouvernement fédéral pourrait

prendre pour favoriser la création d'emplois dans ces collectivités consisterait à financer des services sociaux pour les jeunes et des organismes d'éducation pour leur permettre d'engager comme mentors des jeunes à risque qui sont allés jusqu'au bout d'un programme de littératie et de compétences de base. Cela donnerait à ces jeunes un emploi intéressant qui renforcerait leur position sur le marché du travail tout en faisant profiter les jeunes qui participent aux programmes de littératie et de compétences de base de l'exemple positif de mentors à qui ils peuvent facilement s'identifier.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Des mesures fédérales visant à accroître le niveau de littératie et les compétences de base des nouveaux venus ayant un faible niveau linguistique (NCLC 1 à 3) et des compétences de base insuffisantes aideraient le pays à affronter les pénuries de main-d'œuvre et faciliterait l'intégration d'un grand nombre de nouveaux venus dans la société canadienne. L'accroissement de la participation des nouveaux venus à la population active est d'une importance capitale pour les conditions sociales et économiques du pays. Les facteurs liés au marché du travail qui influencent les choix d'établissement des nouveaux immigrants comprennent les occasions de travail, la possibilité d'accéder à de la formation et du perfectionnement et la faculté de travailler dans un domaine qu'ils ont eux-mêmes choisi. Même si le cours de langue pour les immigrants de Citoyenneté et Immigration Canada constitue la principale ressource linguistique destinée à améliorer la connaissance des langues officielles parmi les immigrants afin de les préparer au marché du travail, de nombreux apprenants ont besoin d'une aide supplémentaire, d'interventions plus ciblées ou d'arrangements plus souples. Un rapport publié en 2007 par le Conseil canadien sur l'apprentissage a établi que le manque de formation en anglais, langue de travail, et en compétences de base constitue un obstacle à l'emploi pour les immigrants. Le rapport a également montré qu'on aurait besoin d'autres stratégies polyvalentes pour apprendre aux immigrants la langue et la littératie et que plus de leçons particulières et de communications face à face les aideraient à mieux apprendre la langue et, en définitive, à obtenir un emploi qui leur convient. Bien que le soutien linguistique des immigrants aptes au travail comporte des avantages immédiats pour la population active et l'économie, les nombreux nouveaux venus ayant un faible niveau de connaissances linguistiques ou de compétences de base constituent une importante ressource non exploitée. Une aide supplémentaire pour ces gens leur permettrait d'accéder au marché du travail et de renforcer le bassin de main-d'œuvre du Canada dans les années à venir.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Des initiatives fédérales de soutien de l'apprentissage de la littératie au travail constituent un moyen simple et économique d'accroître la productivité des employés et de permettre aux entreprises canadiennes de faire des économies. En parrainant la littératie au travail, l'apprentissage des compétences de base et le mentorat dans les secteurs qui attirent ordinairement les travailleurs ayant de faibles connaissances linguistiques ou compétences de base, le gouvernement fédéral augmenterait la sécurité et la productivité et améliorerait les relations employeur-employés. Une littératie et des compétences de base suffisantes sont nécessaires pour assurer l'efficacité au travail et assurer de bonnes communications employeur-employés. L'étude de 2004 intitulée *Performance en littératie, capital humain et croissance dans quatorze pays de l'OCDE* a révélé qu'une augmentation de 1 % du niveau de littératie des travailleurs entraîne un accroissement de 2,5 % de la productivité et une hausse

de 1,5 % du PIB. Il faut également noter qu'à défaut d'une littératie et de compétences de base suffisantes, les travailleurs sont incapables de respecter les normes de sécurité au travail. Le Groupe d'étude des entreprises canadiennes sur l'alphabétisation avait estimé le coût annuel d'une faible littératie pour les entreprises à 4 milliards de dollars, dont la moitié servait à couvrir les accidents du travail. L'investissement dans la littératie et les compétences de base au travail est peu coûteux, ne nécessite presque aucune nouvelle infrastructure, réduit les accidents, profite aux travailleurs et permet aux entreprises de réaliser des économies.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les jeunes autochtones constituent le groupe ayant la croissance démographique la plus rapide du pays, mais leurs taux d'achèvement des études et de participation au marché du travail comptent parmi les plus bas. Une action fédérale à l'appui des initiatives communautaires visant à aider les jeunes autochtones à réussir à l'école et à faire la transition aux études postsecondaires aurait des avantages tant économiques que sociaux. D'après le recensement de 2006, 32 % des Autochtones de 25 à 34 ans n'ont pas fini l'école secondaire, par rapport à 10 % des Canadiens non autochtones du même groupe d'âge. L'écart est tout aussi important en ce qui concerne les études universitaires : seuls 3 % des Indiens inscrits ont un diplôme universitaire, par rapport à 6 % de l'ensemble de la population autochtone et à 18 % de la population canadienne. Des recherches effectuées en 2007 par le Centre d'étude des niveaux de vie permettent de croire que si l'écart dans le niveau d'instruction des Autochtones et des non-Autochtones était éliminé d'ici 2017, 71 milliards de dollars supplémentaires seraient injectés dans l'économie. Les programmes de littératie et de compétences de base visant les jeunes autochtones joueraient un rôle de premier plan dans l'élimination de cet écart.